

DROIT COMMUN DU CONTRAT D'ASSURANCE

I. – CONCLUSION DU CONTRAT D'ASSURANCE

A/ Modalités de la déclaration précontractuelle du risque à l'assureur

1. Le questionnaire

a) *Nécessité du questionnaire*

Cass. 2^e civ., 10 déc. 2015, n° 14-25046

Cass. 2^e civ., 11 juin 2015, n° 14-18013 :

b) *Précision du questionnaire*

Cass. 3^e civ., 3 mars 2016, n° 15-12464 :

2. La déclaration spontanée

Cass. 2^e civ., 4 févr. 2016, n° 15-13850 :

Cass. 3^e civ., 8 juill. 2015, n° 13-25223

B/ Fausse déclaration précontractuelle du risque à l'assureur

1. Preuve de la fausse déclaration

Cass. 2^e civ., 3 mars 2016, n° 15-13500

2. Sanction de la fausse déclaration

a) *Souscripteur de mauvaise foi (C. assur., art. L. 113-8)*

Cass. 2^e civ., 14 avril 2016, n° 15-16808.

b) *Souscripteur de bonne foi (C. assur., art. L. 113-9)*

Cass. 3^e civ., 15 oct. 2015, n° 14-21376

II. – CONTENU DU CONTRAT D'ASSURANCE

A/ Exclusions conventionnelles de garantie

1/ Conditions de validité

Cass. 2^e civ., 5 févr. 2015, n° 14-10507

Cass. 2^e civ., 15 janv. 2015, n° 13-19405)

Cass. 2^e civ., 5 mars 2016, n° 14-10790

Cass. 2^e civ., 24 mars 2016, n° 15-16765

Cass. 2^e civ., 19 nov. 2015, n° 14-18009

Cass. 2^e civ., 10 déc. 2015, n° 14-18508

2/ Condition d'opposabilité

Cass. 2^e civ., 10 sept. 2015, n° 14-23706

Cass. 3^e civ., 21 janv. 2016, n° 14-25829

B - Exclusion légale de garantie

1/ La faute inassurable selon la 3^e chambre civile

Cass. 3^e civ., 1^{er} juill. 2015, n° 14-19826

2/ La faute inassurable selon la 2^e chambre civile

Cass. 2^e civ., 4 févr. 2016, n° 15-10363

Cass. 2^e civ., 28 février 2013, n° 12-12813

Cass. 2^e civ., 2 septembre 2013, n° 12-24650

III – EXECUTION DU CONTRAT D'ASSURANCE

A – Obligation de payer la prime

Cass. 2^e civ., 10 sept. 2015, n° 14-20693

Cass. 2^e civ., 26 mai 2016, n° 14-13327

B – Obligation de déclarer les circonstances nouvelles entraînant une aggravation du risque en cours de contrat

Cass. crim., 15 déc. 2015, n° 14-85225

C – Obligation de déclarer le sinistre

Cass. 2^e civ., 5 mars 2015, n° 13-14364

IV – EXTINCTION DU CONTRAT D'ASSURANCE

A – Faculté de résiliation périodique

1/ Condition de forme

Cass. 1^{re} civ., 15 mai 2015, n° 14-11894

2/ Aménagement conventionnel

Cass. 2^e civ., 10 déc. 2015, n° 14-14512

B – Résiliation pour défaut de paiement des primes

Cass. 2^e civ., 4 févr. 2016, n° 15-15993 :

C – Rappel des innovations relatives à la résiliation du contrat d'assurance introduites par la loi relative à la consommation (loi Hamon) du 17 mars 2014.

1/ Innovations concernant la résiliation unilatérale du contrat par l'assuré

a) Création d'une nouvelle faculté de rupture unilatérale des contrats d'assurance souscrits à l'occasion de la fourniture d'un bien ou d'un service par un professionnel

b) Elargissement de la faculté de résiliation unilatérale du contrat d'assurance tacitement reconduit

2/ Innovations concernant la résiliation unilatérale du contrat par l'assureur

V – CONTENTIEUX DU CONTRAT D'ASSURANCE

A/ Domaine de la prescription biennale

Cass. 2^e civ., 19 nov. 2015, n° 13-23095

Cass. 2^e civ., 10 déc. 2015, n° 14-29214¹

Cass. 3^e civ., 2 juin 2015, n° 13-17513

Cass. 2^e civ., 16 avr. 2015, n° 14-14573

B/ Mise en œuvre de la prescription biennale

1/ Contenu du formalisme informatif

Cass. 2^e civ., 10 déc. 2015, n° 14-28012

Cass. 2^e civ., 22 oct. 2015, n° 14-21292

Cass. 2^e civ., 5 mars 2015, n° 14-12471

Cass. 2^e civ., 14 avr. 2016, n° 15-20275

Cass. 2^e civ., 7 avr. 2016, n° 15-14154

Cass. 3^e civ., 26 nov. 2015, n° 14-23863

2/ Sanction du non-respect du formalisme informatif

Cass. 2^e civ., 22 oct. 2015, n° 14-21292

¹ Dans le même sens : Cass. 2^e civ., 2 juill. 2015, n° 14-22565

ASSURANCES DE DOMMAGES

I. – ASSURANCES DE CHOSES

A/ Exclusion du vice propre de la chose

Cass. 2^e civ., 10 sept. 2015, n^o 14-18297

B/ Identification du bénéficiaire de l'indemnité

Cass. com., 6 janv. 2015, n^o 12-26545

II. – ASSURANCES DE RESPONSABILITE

A/ Assurance RC automobile obligatoire : portée de l'exclusion de garantie pour défaut de permis de conduire

Cass. crim., 27 oct. 2015, n^o 14-85756

B/ Assurance RC automobile obligatoire : exceptions de non-garantie opposables à la victime

Cass. 2^e civ., 25 juin 2015, n^o 14-18486

ASSURANCES COLLECTIVES

S. I. - ASSURANCES DES EMPRUNTEURS

I. – LE DEVOIR DE CONSEIL INCOMBANT A L'ETABLISSEMENT DE CREDIT

A/ La banque propose à l'emprunteur d'adhérer à une assurance-emprunteur de groupe

Cass. com., 1^{er} déc. 2015, n° 14-22134
Cass. 1^{re} civ., 14 oct. 2015, n° 14-21855
Cass. 1^{re} civ., 12 nov. 2015, n° 14-26218
Cass. com., 13 janv. 2015, n° 13-24026
Cass. com., 10 mars 2015, n° 13-26794

B/ La banque ne subordonne pas l'octroi du prêt à la souscription d'une assurance-emprunteur

Cass. com., 9 févr. 2016, n° 14-23210
Cass. 1^{re} civ., 30 sept. 2015, n° 14-18854

II. – LE CONTENU DES GARANTIES

CJUE, 23 avril 2015 , n° C-96/14 Van Hove c. CNP Assurances
Cass. 1^{re} civ., 14 avr. 2016, n° 15-19107

III. - LA RESILIATION DU CONTRAT D'ASSURANCE-EMPRUNTEUR

A/ Résiliation dans les 12 mois de la conclusion du prêt

Avis du CCSF du 13 janvier 2015

B/ La résiliation au delà de 12 mois après la conclusion du prêt

Cass. 1^{re} civ., 9 mars 2016, n° 15-18899

S. II. – PREVOYANCE COLLECTIVE D'ENTREPRISE

A/ Durée de la garantie et prestations différées

Cass. 2^{ème} civ., 4 fév. 2016, n° 14-27249
Cass. 2^{ème} civ., 5 mars 2015, n° 13-26892

B/ Suicide de l'adhérent

Cass. 2^{ème} civ., 11 juin 2015, n° 14-17714

C/ Généralisation de l'assurance complémentaire santé aux PME et TPE

Loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi (applicable à compter du 1^{er} janvier 2016)

ASSURANCES INDIVIDUELLES DE PERSONNES

I. – ASSURANCES SUR LA VIE

A/ Faculté de renonciation du souscripteur

1/ Prorogation du délai de renonciation en cas d'information irrégulière

Cass. 2^{ème} civ., 22 oct. 2015, n° 14-25533

2/ Exercice abusif de la faculté de renonciation

Cass. 2^{ème} civ., 19 mai 2016, n° 15-12767

3/ Exercice par l'héritier du souscripteur

Cass. 2^{ème} civ., 16 avril 2015, n° 14-13291

4/ Exercice par le conjoint du souscripteur

Cass. 1^{ère} civ., 11 mai 2016, n°15-10447

B/ Bénéficiaire de l'assurance sur la vie

1/ Désignation d'un légataire universel

Cass. 1^{ère} civ., 10 février 2016, n° 14-28272

2/ Prédéces du bénéficiaire acceptant

Cass. 2^{ème} civ., 10 sept. 2015, n° 14-20017

3/ Modification du bénéficiaire : opposabilité aux tiers

Cass. 2^e civ., 26 mars 2015, n° 14-11.206

4/ Récupération de l'aide sociale contre le bénéficiaire

CASF, art. L. 132-8, 4° (L. n° 2015-1776, 28 déc. 2015, art. 83, I)

5/ Obligations de l'assureur en présence de contrats « en déshérence »

L. n° 2014-617 du 13 juin 2014 et décret n° 2015-1092 du 28 août 2015 (entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2016)

C/ Exagération manifeste des primes

1/ Critères

Cass. 1^{ère} civ., 19 mai 2016, n° 15-19458

Cass. 1^{ère} civ., 16 mars 2016, n° 15-14940

Cass. 2^e civ., 16 avr. 2015, n° 14-16676
Cass. 1^{re} civ., 4 mars 2015, n° 14-13755
Cass. 2^e civ., 15 janv. 2015, n° 13-27768
Cass. 1^{re} civ., 18 mars 2015, n° 14-13.850

2/ Sanctions

Cass. 1^{re} civ., 18 mars 2015, n° 14-13850
Cass. 2^{ème} civ., 10 sept. 2015, n° 14-20017

D/ Régime de la valeur de rachat

1/ Valeur de rachat et régime de communauté

Rép. min. à QE n° 78192, Ciot, JO AN Q 23février 2016, p,1648 (traitement fiscal : fin de la réponse ministérielle « Bacquet »)

2/ Valeur de rachat et droit de saisie des créanciers

Cass. crim., 30 sept. 2015, n° 15-81744

E/ Evolution du contrat par adjonction d'un cosouscripteur

Cass. 1^{re} civ., 19 mars 2015, n° 13-28776

AUTRES ASSURANCES DE PERSONNES

Instauration d'un « droit à l'oubli » des données de santé

C. ass., art. L. 133-1, C. sant. pub., art. L. 1141-5, L. n° 2016-41 du 26 janvier 2016 dite « Loi santé ».